



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration FSU au CSASD du 30 janvier 2025

Pour cette préparation de rentrée 2025, nous aurions pu espérer au regard des annonces du nouveau premier ministre sur l'annulation des 4000 suppressions de postes prévues au budget de l'EN par le précédent gouvernement censuré, que les établissements du département seraient pour cette année enfin épargnés par les suppressions de moyens. Il n'en est rien. Les moyens équivalents à 137 postes sont enlevés aux établissements du second degré de l'académie. 16 postes administratifs manqueront également. Dans la Manche 13 postes sont retirés aux collèges et 5 aux lycées généraux et technologiques pour la rentrée prochaine.

Les politiques austéritaires se poursuivent donc imperturbablement et dégradent l'école publique sans jamais tenir compte des innombrables signaux d'alerte qui devraient pourtant obliger nos décideurs à agir en urgence. Pour cela, il leur faut sortir de leur déni et de leurs certitudes idéologiques, nourries par un profbashing bien installé. Il faut que notre administration renoue avec un dialogue social que la loi TFP a détruit.

Aujourd'hui, le service public d'éducation ne tient que par le dévouement des personnels que son administration a durement éprouvés en intensifiant considérablement leur travail à tel point qu'aujourd'hui la France détient le record du nombre d'élèves par classe entre autre exemple.

Pour le Premier Ministre, « les enfants ne sont pas comme les poireaux, ils ne poussent pas tous à la même vitesse », cette curieuse comparaison aura au moins le mérite de rappeler que la sélection précoce des élèves n'est pas souhaitable. En cela, la réforme « Choc des savoirs » aurait dû, en cohérence, être immédiatement abandonnée d'autant plus que le Conseil d'Etat a invalidé l'arrêté du 15 mars et qu'aucun autre texte n'est paru à ce jour. Il est heureux que l'obtention du DNB ne soit plus obligatoire pour les élèves souhaitant se rendre en lycée général, technologique et professionnel et que les groupes de niveaux ne soient pas appliqués en 4° et 3° comme la réforme le prévoyait. Pour autant la classe de relégation prépa seconde n'est pas abandonnée alors que sous sa forme expérimentale, elle est loin de faire le plein avec 13 élèves en moyenne et ce dans un seul lycée par département. Les groupes de niveaux en 6° et 5° qui ont tant désorganisé les collèges particulièrement là où ils ont été appliqués strictement et sans discernement sont maintenus pour la rentrée 2025. Le bilan est pourtant désastreux : le lien prof-élève est abîmé, les jeunes collégiens sont perdus, les écarts se creusent et ne se récupèrent pas et les collègues expriment un sentiment de dépossession de leur métier et une immense frustration professionnelle. La FSU le réaffirme avec force : pour apprendre et progresser,

les élèves ont besoin de stabilité et les effectifs par classe doivent être systématiquement réduits, pas seulement dans les groupes de français et de mathématiques.

Cette préparation de rentrée 2025 sera donc à nouveau une étape difficile pour nos collègues des collèges : ils vont devoir se pencher sur une DHG à la baisse, sans texte réglementaire paru sur les groupes de niveau mais tout de même sommés de les prévoir, toujours en sacrifiant des dédoublements, des heures d'option, des projets, de l'AP, la technologie en 6°, avec un taux d' HSA toujours plus important , des menaces sur les compléments de services, sur d'éventuelles fermetures de postes, avec une incertitude sur l'attribution des IMP que le ministère n'a toujours pas prévues...

Il s'agit d'une dégradation supplémentaire de leurs conditions de travail qui risque d'atteindre la santé de bien des collègues. La FSU rappelle la responsabilité de l'employeur en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail des personnels, c'est pourquoi la FSU demande :

- Que les pressions et les chantages pour faire accepter les heures supplémentaires, les missions supplémentaires, les organisations baroques, les injonctions pédagogiques, les remplacements de courte durée ... disparaissent.
- Que les personnels soient soutenus par leurs hiérarchies face aux violences, aux insultes, aux dérives verbales sur les réseaux sociaux et soutenus lorsque le contenu de leur enseignement inscrit dans les programmes est remis en cause par des obscurantistes d'où qu'ils viennent.
- Que les conditions de travail des personnels AESH, très précarisés, et qui subissent la mutualisation progressent.
- Qu'une ligne téléphonique en fonctionnement et un accès Internet pour le service départemental de l'UNSS soient mis à disposition.
- Que les remplacements en AED soient prévus à la hauteur des besoins pour garantir de surcroît la sécurité des élèves.

Ces améliorations des conditions de travail couplées à de vraies mesures de revalorisation des salaires, c'est-à-dire une revalorisation indiciaire et non indemnitaire, sont par ailleurs indispensables pour retrouver une attractivité du métier d'enseignant actuellement bien insuffisante pour atteindre les 330 000 nouveaux enseignants que la DARES et France Stratégie estiment nécessaires pour renouveler les départs à la retraite d'ici 2030 !